

FRANCE

Comment l'exécutif veut éviter le décrochage des néobacheliers à l'université

Le gouvernement planche sur la mise en place du tutorat entre étudiants, en créant 7.000 emplois d'accompagnement chez leurs aînés, pour un budget de l'ordre de 35 millions d'euros.

Comment éviter un décrochage des étudiants face au volume massif de cours à distance ? Le gouvernement planche sur la création de plusieurs milliers d'emplois étudiants, pour accompagner ceux qui sont entrés à l'université en septembre dernier.

Les néobacheliers seraient épaulés par des étudiants plus âgés qui bénéficieraient, via ce tutorat, d'un emploi à l'université. Le gouvernement ferait en quelque sorte d'une pierre deux coups : lutter contre le décrochage des uns et soutenir l'emploi des autres. Car nombre d'étudiants ont perdu leur petit boulot avec la crise sanitaire.

Guillaume Gellé, numéro deux de la Conférence des présidents d'université (CPU), pousse pour la mise en place rapide de ce tutorat à distance, en petits groupes. « *La fragilité des néobacheliers, estimés à 210.000 dans les filières de licence notamment, préoccupe la CPU* », affirme-t-il, en rappelant que ces étudiants avaient déjà fait l'an dernier, en

tant que lycéens, leur deuxième semestre à distance. Il y a, prévient-il, « *un risque de décrochage et de désocialisation* ».

« Une piste »

La CPU propose de créer 42.000 groupes, à raison de cinq étudiants par groupe et de 7.000 emplois étudiants à temps partiel. « *Il faut mettre en place un dispositif de lutte contre le décrochage massif, et le plus rapidement sera le mieux* », poursuit Guillaume Gellé.

L'initiative viendrait compléter l'annonce de Jean Castex, relative aux 1.600 emplois d'ambassadeurs étudiants dans les résidences universitaires. Il faut « *contrecarrer les effets nocifs de la crise sanitaire sur la situation de l'emploi* », avait déclaré le Premier ministre, la semaine dernière. « *Cela fait partie des pistes étudiées* », indique la ministre de l'Enseignement supérieur, dans un entretien aux « Echos ». Selon Frédérique Vidal, « *le problème majeur de l'emploi étudiant est qu'actuellement, il faudrait faire*

des milliers de contrats et cela freine les établissements ». Un travail est en cours, avec le ministère du Travail, « *pour créer des emplois étudiants dans les établissements de manière beaucoup plus simple et fluide* », selon la ministre. « *Ce qui est sûr, c'est que ce n'est pas un problème budgétaire, mais un problème de tuyauterie, et c'est cela qui prend du temps.* » — M.-C. C.



Lire l'intégralité de l'article sur lesechos.fr